

OGM-vigne : les associations paysannes et environnementales interpellent la présidente du Haut Conseil des Biotechnologies

le 1 septembre 2010

LETTRE OUVERTE de la FNAB, des Amis de la Terre, de la Confédération Paysanne, de FNE, de l'UNAF et de Greenpeace à la présidente du Haut Conseil des Biotechnologies

Objet : Communication OGM vigne

Madame la Présidente,
Mesdames et Messieurs les membres du bureau du HCB,

Les associations suivantes, FNAB, Amis de la Terre, Confédération Paysanne, FNE, UNAF, Greenpeace dont les représentants siègent au CEES du HCB, tiennent à vous faire connaître leur réaction à la suite de la publication du communiqué de presse du HCB du 23 août 2010.

Il n'est pas dans les missions du HCB, ni de sa présidence, de se prononcer sur des conflits sociaux ou des actes politiques, ni de se faire le relais de la communication gouvernementale. Ce n'est du moins pas pour cela que nous avons accepté d'y siéger. Une telle prise de position est même contradictoire avec l'indépendance indispensable à la crédibilité du Haut Conseil. La présidente du HCB, à titre personnel ou éventuellement dans d'autres fonctions, peut certes décider de sortir de sa neutralité et de s'exprimer en son nom propre sur de tels sujets, mais en aucun cas au nom du HCB.

Ce communiqué totalement inopportun nous choque d'autant plus que nous n'avons été ni consultés, ni même informés de la volonté de communiquer sur le sujet de la neutralisation des essais de vigne OGM. Nous l'avons appris par la presse, alors même que le HCB ne s'est jamais positionné sur cette question.

Ce communiqué est également symptomatique de problèmes de fonctionnement du HCB.

Il n'est pas admissible que la présidente publie un communiqué au nom du HCB sans tenir compte des objections d'un membre du bureau, ni même prendre la peine d'y répondre. Il n'est pas admissible que la communication du HCB traite de sujets sur lesquels il ne s'est jamais prononcé, ne tienne pas compte des règles qu'il s'est donné ou déforme ses positions.

Il n'est ainsi pas admissible que le communiqué du HCB comptabilise les positions des

membres du CEES quand ça l'arrange, alors que c'est le bureau lui-même qui s'est opposé à tout vote et à toute communication sur d'éventuels votes suite à la position majoritaire défavorable au MON 810. Il n'y a jamais eu de vote sur ce dossier vigne et il est mensonger de laisser penser que l'ensemble du CEES était favorable et que seuls 4 membres auraient été défavorables alors que près de la moitié de ses membres étaient absents lors de la séance où ce dossier a été étudié.

Le même « dérapage » s'était déjà manifesté lors de la communication sur le maïs Bt11. Alors que le vote réalisé en l'absence de près de la moitié des membres du CEES ne concernait qu'un point particulier et secondaire, la communication, appuyée sur le résultat de ce vote, a immédiatement été interprétée comme un avis de l'ensemble du CEES globalement favorable à cet OGM.

La sortie de ce communiqué nous interpelle d'autant plus que la présidente du HCB vient de faire l'apologie des biotechnologies, au nom du HCB, dans un article grand public du Figaro du 19 juillet dernier. Le décalage entre vos éventuelles positions personnelles et votre mission de présidente d'un organisme qui n'a pas à avoir de position "à priori", mais uniquement après évaluation, pose un problème de légitimité pour le HCB. Le communiqué publié lundi renforce le sentiment du manque d'indépendance du HCB et nous pose de sérieuses questions quant à l'éclairage biaisé qu'il est susceptible de faire porter sur l'ensemble des membres du HCB. Nos associations ne pourront tolérer plus longtemps les tentatives visant à faire passer l'idée qu'elles participent à un comité dont les missions sont de faire accepter les OGM dans l'agriculture ou de condamner les activités de la société civile.

Veillez recevoir, Madame la Présidente, Mesdames et Messieurs les membres du bureau du HCB, nos cordiales salutations.

*Daniel Evain pour la FNAB,
Patrick de Kochko pour les Amis de la Terre,
Guy Kastler pour la Confédération Paysanne,
Frédéric Jacquemart pour FNE,
Jean Marie Sirvins pour l'UNAF,
Arnaud Apoteker pour Greenpeace.*